

Opposition/Meeting de Rio

Eyeghe Ndong et quelques partisans ont bravé l'interdit

J.O.
Libreville/Gabon

HIER, un grand rassemblement des partisans de l'opposition devait se tenir au célèbre Carrefour Rio, dans le deuxième arrondissement de la commune de Libreville. Cette manifestation n'a pu avoir lieu dans les formes voulues par ces initiateurs, du fait de l'interdiction du ministère de l'Intérieur.

Le sénateur Jean Eyeghe Ndong, chef de file du groupe parlementaire Front Uni au Sénat, assisté de quelques personnalités connues de ce camp politique qu'entourait une poignée de partisans, ont tout de même tenu à honorer ce rendez-vous, bravant en quelque sorte l'interdit des autorités.

Ainsi, en milieu d'après-midi, comme prévu dans le communiqué qui nous est parvenu, plus d'une centaine de partisans ont in-



Jean Eyeghe Ndong (milieu)...



... et quelques partisans de l'opposition, hier, au Carrefour Rio.

vesti une partie de la célèbre Place de la capitale gabonaise, malgré une présence policière assez discrète. Principal initiateur de cette manifestation, le parlementaire du deuxième arrondissement et ancien Premier ministre, Jean Eyeghe Ndong a pris la parole pour expliquer les enjeux de ce mouvement. « *Nous sommes ici en tant que citoyens gabonais préoccupés par la situation qui prévaut dans notre*

pays », a-t-il déclaré. Il a indiqué que l'objet de cette sortie était de fustiger la décision des membres de la Cour constitutionnelle de « *réécrire la Constitution dans son article 13* ». Considérant qu'il n'était pas du ressort de cette Cour de prendre une telle initiative, que ses collègues de l'opposition et lui-même rejettent en bloc. Dans la foulée, il a dénoncé « *l'opacité qui entoure l'état de santé du président de la*

République ». Tout en se disant *préoccupé par cette situation*, le natif de Nkembo a réclamé des pouvoirs publics la « *lecture du bulletin de santé* » du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. « *Même si nous ne l'avons pas choisi, il est le président de la République* », a-t-il dit.

« *Nous ne sommes pas là pour troubler l'ordre public. Mais pour poser les problèmes du pays* », a insisté l'orateur, comme un clin

d'œil au ministre de l'Intérieur. Il a fustigé, au passage, l'attitude de ce dernier qui n'a pas autorisé la manifestation. L'accusant, par ailleurs, d'être à l'origine de l'échec de ce rassemblement qui n'aura pas drainé grand monde et n'a duré que quelques minutes.

A la fin de son propos, l'ancien Premier ministre a invité ses partisans à une rencontre qui aura lieu aujourd'hui à son QG du quar-

tier Nkembo dans le deuxième arrondissement de Libreville, en fin de matinée.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur a opposé une fin de non recevoir à la demande de l'opposition d'organiser hier un meeting, dont l'objectif était de lancer un « *mouvement de défense de la constitution et exiger la démission de la présidente de la Cour constitutionnelle* ».

PDG/Week-end politique/Okondja

Retrouvailles et échanges autour des valeurs fortes du parti

G.R.M
Libreville/Gabon

CADRES et militants de base du Parti démocratique gabonais (PDG) du département de la Sébé-Brikolo ont aussi eu droit, le 17 novembre dernier, à leurs retrouvailles politiques.

Celles-ci se tenant plusieurs semaines après l'organisation des élections législatives et locales couplées d'octobre dernier, en présence de Mathias Otounga Ossibadjou, membre du Bureau politique, élu député du premier siège dudit département. Mais également de Luc Oyoubi et Daniel Lekogo, têtes de liste respectivement au département de la Sébé-Brikolo et à la commune d'Okondja. Ce double scrutin avait



Une vue des responsables locaux du PDG à Okondja durant les échanges sur les valeurs fortes du parti.

souri au parti au pouvoir qui a remporté l'ensemble des sièges de député en jeu ainsi que les départementales et les municipales. Le point de ces résultats a été fait à cette occasion. Les différents responsables politiques, qui sont intervenus,

ne manquant pas de remercier les militants et les autres électeurs qui ont renouvelé leur confiance aux candidats investis par le Parti démocratique gabonais. Aussi, ont-ils relayé le message de la hiérarchie de leur



Les militants PDG pendant l'exécution de l'hymne du parti.

formation politique qui insiste sur le maintien des valeurs singularisant le parti, à savoir le dialogue, la tolérance, la compréhension mutuelle et l'unité. Des valeurs développées dans le cadre du séminaire portant sur l'hymne du PDG. Lequel

invite justement les uns et les autres à « *resserrer les liens de l'unité, afin que notre pays soit fier de ses enfants unis* ». Les membres du Conseil national sont d'ailleurs longuement revenus sur le sens profond de ces pa-

roles. Avant que les leaders politiques cités plus haut n'évoquent le besoin pour le Parti démocratique gabonais de maintenir, dans la stratégie de développement du pays et d'amélioration continue des conditions d'existence des populations, son principe d'associer les autres forces vives de la nation. Particulièrement les partis amis. Mathias Otounga Ossibadjou s'est appesanti sur ce principe devenu une valeur cardinale au PDG, en mettant en avant la modestie et l'humilité qui caractérisent sa formation en matière d'administration de la chose publique. Pour le membre du Bureau politique, Okondja est la parfaite illustration de cette gestion collégiale instaurée par le parti au pouvoir.

Célébration du 37e anniversaire du Morena

Condamnation de la décision de la Cour constitutionnelle

C.O
Libreville/Gabon

LE Mouvement du redressement national (Morena), le plus vieux parti politique de l'opposition, - il a été créé le 23 novembre 1981 -, a fêté son 37e anniversaire, le 22 novembre dernier, à son siège national sis au quartier Beau-séjour dans le 5e arrondissement de la commune de Libreville.

Occasion pour son président, Luc Bengone Nsi, de rappeler à l'assistance les raisons l'ayant conduit, lui et ses compagnons, à mettre sur pied cette formation politique : « *Défier la citadelle du parti unique, en exigeant le retour au multipartisme à travers l'instauration d'une démocratie véritable en vue d'une alternance pacifique au pouvoir* ». Ce qui, a-t-il poursuivi, avait entraîné une réaction violente du pouvoir de l'époque à travers l'arrestation, puis la condamna-

tion des membres fondateurs à des peines d'emprisonnement allant de dix à vingt ans de travaux forcés. Abordant la situation liée à l'état de santé du président de la République, il a indiqué que ce dernier n'est plus réapparu en public depuis un mois. Vu qu'il est hospitalisé à Riyad, en Arabie Saoudite, depuis le 24 octobre dernier. D'où, a-t-il clamé, « *l'heure de la vigilance et du courage a sonné, le Gabon est en crise !* ». D'autant que, a-t-il laissé entendre, « *des scénarios*

sont échafaudés pour imposer aux Gabonais un régime, au mépris des dispositions de la Loi fondamentale ». Et de poursuivre : « *C'est tout le sens de la décision rendue par la Cour constitutionnelle le 14 novembre dernier. Cette décision, prise au détriment des intérêts du peuple gabonais, ne vise qu'à consolider le régime en place en occultant la vacance actuelle du pouvoir normalement prévue par les dispositions constitutionnelles* ».



Le président du Morena, Luc Bengone Nsi.